

Initiatives ministérielles

trompe. Il ne tient aucunement compte des dizaines de milliers de personnes qui ont été obligées de prendre une retraite anticipée, d'accepter des pensions réduites, parce que ce gouvernement voulait supprimer leurs postes et faire faire leur travail à contrat, à un prix beaucoup plus élevé, pour récompenser des amis.

Le système de rémunération de l'Alliance de la Fonction publique du Canada coûte beaucoup moins à ce gouvernement que ce qu'il lui en coûte pour faire faire le travail à contrat, par des entrepreneurs de l'extérieur. Il en coûte au bas mot 5 milliards de dollars pour faire faire le travail à contrat, sans compter les petits contrats confiés ici et là dans tous les ministères. Et ce n'est là que la pointe de l'iceberg dans le domaine des contrats passés avec des entrepreneurs de l'extérieur.

Ce gouvernement fait venir sur place des gens qui travaillent aux côtés des fonctionnaires; ceux-ci travaillent à contrat, ceux-là sont des employés du gouvernement. Les personnes qui travaillent à contrat sont-elles assujetties au gel des salaires? Non. Si vous êtes dans les bonnes grâces du gouvernement et que vous avez un contrat avec lui, vous pouvez obtenir une augmentation, sans qu'aucune limite ne soit imposée sur cette augmentation. Seul le bon vouloir du gouvernement détermine dans quelle mesure vous serez récompensé.

Le gouvernement a essayé de dire qu'il est juste, que ça s'applique à tout le monde. C'est absurde. Le gouvernement a expressément rejeté hier soir l'amendement qui aurait soumis les entrepreneurs indépendants au même régime de rémunération que l'ensemble des employés du gouvernement.

• (1110)

Je demande au gouvernement comment, lorsque qu'il dépense 5 milliards de dollars en contrats passés avec des entrepreneurs de l'extérieur contre 4,7 milliards de dollars pour l'ensemble de l'Alliance de la Fonction publique, il ose prétendre appliquer un programme d'austérité financière alors qu'il refuse d'imposer aux entrepreneurs indépendants les mêmes restrictions qu'à ses employés?

Je crois que ces dernières semaines, les Canadiens ont eu une nouvelle fois la preuve que ce gouvernement dont ils ont vu la réaction face à cette grève n'est pas digne de leur confiance; ils ont pu constater que les employés de la fonction publique ne sont pas ces gens fainéants et surpayés dont le gouvernement a le droit de se débarrasser et qu'il a le droit de pénaliser, mais sont au contraire comme les ouvriers d'usine qui perdent leur emploi en Ontario, comme les agriculteurs qui perdent leurs exploitations, comme les petites entreprises qui pâtissent des politiques de ce gouvernement, comme les familles à

revenu moyen qui paient plus que leur quote-part d'impôts alors que les personnes ayant des revenus supérieurs en paient moins, comme les pauvres auxquels on dit que le gouvernement du Canada ne veut plus participer aux programmes sociaux de notre pays, enfin comme tous les autres segments de la société—à l'exception des riches et des puissants—qui d'une façon ou d'une autre sont victimes de ce gouvernement.

Les gens ont pu se rendre compte ces deux dernières semaines que l'Alliance est seulement une autre cible d'un gouvernement incapable de gérer l'économie—incapacité dont nous subissons tous les conséquences.

C'est une question difficile. Une question à laquelle nous n'aurions jamais dû avoir à faire face, une question dont les conséquences se feront sentir pendant des mois, voire des années. Il est impossible de diriger un pays en l'absence d'une bonne fonction publique. Le gouvernement a systématiquement miné la fonction publique et les Canadiens en ont encore moins pour l'argent qu'ils versent en impôts. C'est là une politique qui, outre qu'elle ne va guère aider à réduire la dette et le déficit, toujours en hausse, nuit aux services aux Canadiens. Les gens en ont assez de payer davantage pour moins. Ça fait trop longtemps que ça dure. Encore, si ça réglait le problème, ils s'y feraient, mais non.

Ce projet de loi n'aurait jamais dû être présenté à la Chambre. Il était inutile. L'agitation qui a secoué le pays ces dernières semaines a été inutile. Mais c'est le genre de choses qui plaît au gouvernement. Il tire un plaisir pervers à dresser les Canadiens les uns contre les autres et à perturber les services essentiels.

Monsieur le Président, nous voterons bien sûr contre ce projet de loi ce soir. Nous demandons instamment au gouvernement de saisir la dernière possibilité qu'il a d'éviter de semer la division et de parvenir à une solution avec ses employés. C'est encore possible. Il le doit aux Canadiens.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, je voudrais commencer aujourd'hui par citer quelques mots qui ont été écrits il y a sept ans: «La véritable parité entre hommes et femmes passe par l'égalité économique. Le Parlement s'est engagé, dans les secteurs de compétence fédérale, à faire respecter le principe du salaire égal pour un travail de valeur égale. Mon gouvernement convient qu'il s'agit là d'un préalable essentiel à l'accession des femmes à l'égalité économique.»

Monsieur le Président, ces mots sont tirés du discours du Trône du gouvernement conservateur. C'est la promesse qu'il avait faite aux Canadiens en 1984. Eh bien, nous sommes en 1991 et que voyons-nous, sinon un